



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2794
18 février 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

États-Unis, Ukraine, Russie... Leur guerre n'est pas la nôtre



Porte-avions américain en mer de Chine.



La campagne de Nathalie Arthaud

Pages 4, 5 et 16

Leur société

- Convois de la liberté : une contestation légitime 3
- Migrants : un drame sans fin 3
- Politique sanitaire : rien à voir avec la santé 3
- Morts de Charonne : l'État assassin et sa continuité 6
- Mélenchon : tout à fait présidentiable 6
- Péresse, Le Pen, Zemmour : course à la bêtise xénophobe 7
- Consultants : des parasites qui coûtent cher 7
- Nucléaire : l'État à la botte du capital 10
- Total : profits records et salaires bloqués 10
- Calais : la police contre les défenseurs des migrants 10

Élection présidentielle

- Le 12 février à la Mutualité : un meeting réussi 4
- Jean-Pierre Mercier : « Fiers d'être communistes révolutionnaires » 4
- Nathalie Arthaud : « Changer la société ! » 5
- Plus de 500 parrainages pour Nathalie Arthaud 16
- Le poison de la division entre travailleurs, de Marx à nos jours 16
- Réunions publiques 16

Dans le monde

- Crise ukrainienne : l'impérialisme américain à la manœuvre 8
- Turquie : travailleurs en lutte pour les salaires 8
- Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah ! 8
- Mali : l'armée française part mais reste en Afrique 9
- Sommet de Brest : vagues promesses 9
- Boniment d'armateur 9

Dans les entreprises

- Salaires : toujours plus de paies au smic 11
- Collège des Petits Ponts - Clamart 11
- RSA 11
- SNCF 11
- Safran - Île-de-France 12
- Tipiak - Saint-Aignan 12
- Inflation : chiffres officiels et réels 12
- Emplois : postes non pourvus 12
- Hutchinson 13
- Restaurant Le Wepler 13
- Territoriaux - Annonay 13
- Dassault 14
- PEI Renault - Cléon 14
- Satys - Cornebarrieu 14
- Pompiers - Alès 14
- Ehpad - Neuville-sur-Oise 15
- BioMérieux - Craponne 15

Menace de guerre en Ukraine : ne nous laissons pas embrigader !

Y aura-t-il la guerre en plein cœur de l'Europe avant la fin de la semaine ? C'est ce qu'affirment les autorités américaines qui ont appelé leurs ressortissants à quitter l'Ukraine.

Depuis des semaines, les dirigeants occidentaux accusent Poutine de préparer l'invasion de l'Ukraine. Dans un vaste jeu de poker menteur, Biden, Macron et Scholz multiplient les rencontres médiatisées avec Poutine, tout en le présentant comme un dictateur, agresseur et va-t-en-guerre. Dictateur, Poutine l'est sans conteste, contre son opposition et contre les classes populaires de toute la Russie. Mais, face aux Occidentaux, il n'est pas l'agresseur.

Les peuples ukrainien et russe sont liés par une longue histoire et une culture communes. Pendant 70 ans, ils ont vécu au sein de l'Union soviétique, ce vaste territoire forgé après la révolution de 1917, qui s'est développé en commun, de façon planifiée. Que le Donbass ou la Crimée soient rattachés administrativement à l'Ukraine ou à la Russie n'avait alors pas de conséquence car aucune véritable frontière ne les séparait.

En 1991, les bureaucrates de Moscou, Kiev et Minsk ont fait éclater l'Union soviétique, sans consulter ses peuples. Mais les États-Unis n'ont pas pour autant dissous l'Otan, l'alliance militaire qu'ils avaient construite pour isoler celle-ci. Bien au contraire, profitant de l'affaiblissement de la Russie sous Eltsine, ils y ont intégré les trois États baltes, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, etc. Ils ont pris pied en Géorgie et en Asie centrale. Les bases américaines ceinturent aujourd'hui la Russie, et Poutine veut empêcher l'Ukraine de rejoindre l'Otan. Alors, qui est l'agresseur ?

Biden et Macron fustigent Poutine parce qu'il déploie des troupes aux portes de l'Ukraine. Mais quand, début janvier, le même Poutine a envoyé 3000 parachutistes russes pour aider le dictateur du Kazakhstan à mater la révolte ouvrière, leur silence a été assourdissant. Au Kazakhstan, il s'agissait de réprimer des ouvriers qui protestaient contre la vie chère. L'enjeu était de sauver les profits de Total, Chevron, ArcelorMittal et autres trusts occidentaux qui exploitent les ressources et les travailleurs de ce pays ex-soviétique. Pour réprimer les révoltes, Poutine, Biden et Macron sont complices !

C'est pourquoi les travailleurs n'ont pas à partager l'hystérie guerrière des dirigeants américains plus ou moins suivis par les Européens. Les

uns et les autres se moquent du sort des Ukrainiens comme de tous les peuples qu'ils oppriment eux-mêmes partout dans le monde.

Ils se prétendent les champions de la liberté, mais ils empêchent des femmes et des hommes de circuler librement pour fuir la guerre ou la misère. Ils ont reconstitué un rideau de fer en installant des barbelés qui provoquent la mort de nombreux migrants entre la Biélorussie et la Pologne.

Ils prônent la paix et la démocratie mais ils entretiennent une multitude de guerres régionales meurtrières et arment des dictateurs. Macron fait la leçon à Poutine, mais la France maintient des troupes dans neuf pays d'Afrique. Au Burkina Faso ou au Mali, ses troupes apparaissent si peu comme des libératrices qu'elles sont conspuées par la population.

En Europe de l'Est, comme en Afrique ou en Asie, les grandes puissances interviennent pour défendre les intérêts de leurs capitalistes respectifs, en lutte pour se partager les marchés et accéder aux matières premières. Dans une économie en crise, cette concurrence est de plus en plus acharnée, et les dirigeants impérialistes se préparent à transformer la guerre économique en guerre tout court.

Leurs budgets militaires ne cessent d'augmenter. Quand ce n'est pas la Russie, c'est la Chine qu'ils présentent comme une menace. Ce sont pourtant des navires de guerre et des sous-marins américains, australiens et même français qui patrouillent en mer de Chine, pas des navires chinois au large de la Californie !

Face à la Chine ou à la Russie, même si un dérapage n'est jamais exclu, pour l'instant, les grandes puissances cherchent surtout à marquer leur territoire. Le sursis ne durera pas tant le monde capitaliste est une poudrière. Mais leurs grandes manœuvres ont un autre but : conditionner et mettre au pas leur propre population pour la préparer à servir de chair à canon dans la guerre à venir. Tous ceux qui n'ont que « les intérêts de la France » à la bouche participent à cette mise en condition.

Il faut refuser de marcher car cette guerre n'est pas celle des travailleurs. C'est celle de leurs exploités, qui rivalisent pour accaparer la plus grande part de profit.

Nathalie Arthaud



Une unité militaire américaine en cours de transfert de l'Allemagne à la Roumanie.

Convois de la liberté : une contestation légitime

Le 12 février, 7600 participants aux « convois de la liberté », venus de toute la France, ont manifesté à Paris, malgré l'interdiction du préfet de police. Dans tout le pays, les manifestants étaient plus de 32 000.

Contre eux, le gouvernement avait mobilisé 7500 policiers et gendarmes. Castex et Darmanin ayant appelé à la fermeté, des centaines de manifestants ont été verbalisés et cinquante-quatre interpellés. Des blindés de la gendarmerie ont été déployés dans la capitale,

comme lors des manifestations des gilets jaunes à la fin de l'année 2018.

Telle a été la réponse du gouvernement à la colère exprimée par ces manifestants, colère contre le passe vaccinal, mais aussi contre la flambée des prix, les bas salaires et la précarité. « Ce

véhicule est hybride, il roule avec 45 % de diesel et 55 % de taxes », proclamait par exemple une pancarte pour dénoncer l'augmentation du prix du carburant. Cette colère est bien évidemment légitime.

Comme lors des manifestations de cet été, beaucoup d'opposants au passe sanitaire et à l'obligation vaccinale mettaient aussi en avant la défense des « libertés individuelles ». La question n'est pas vraiment là. Si la liberté des travailleurs est entravée, c'est d'abord et avant tout par l'exploitation, les salaires et les retraites dérisoires.



Revendiquer la liberté d'aller au restaurant ou en boîte de nuit quand on veut n'est pas une réponse aux problèmes des travailleurs mais une diversion.

Les travailleurs révoltés par la dégradation générale de leur situation doivent mettre en avant leurs objectifs propres : augmentation des salaires, des pensions et des allocations et leur indexation

sur les prix, et, contre le chômage, la répartition du travail entre tous avec maintien du salaire. En se battant sur leur terrain de classe, les travailleurs peuvent peser sur le patronat et ses valets du gouvernement. C'est la seule issue possible à la colère et à la rage qui couvent aujourd'hui jusqu'à s'exprimer dans la rue.

Aline Retesse

Migrants : un drame sans fin



Le Cross (Comité régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) vient de fournir à la justice 5000 enregistrements téléphoniques recueillis dans la nuit du 23 au 24 novembre 2021 lorsque 27 migrants se sont noyés dans la Manche.

Ils révèlent que, contrairement à ce que disait la préfecture, les réfugiés avaient bien appelé au secours en pleine nuit.

Jusqu'à présent, les autorités préfectorales et maritimes affirmaient n'avoir été averties de la situation que le 24 novembre à 14h par un bateau de pêche. Les secours n'avaient alors pu recueillir que deux rescapés. Ceux-ci ont déclaré qu'ils avaient alerté les secours dès que leur bateau avait commencé à sombrer, ajoutant que les services britanniques et français s'étaient renvoyé la balle, se rejetant mutuellement l'obligation de réaliser le sauvetage.

Le 20 décembre, l'association d'aide aux réfugiés Utopia 56 a déposé plainte contre le préfet maritime, le Cross et les gardes-côtes britanniques pour homicide involontaire et omission de porter secours. D'où la récupération des enregistrements destinés à l'enquête.

En portant plainte, Utopia 56 a rapporté que, dans

d'autres cas moins dramatiques, on avait déjà constaté, au mieux, une absence de coordination entre les services anglais et français et, au pire, la volonté des deux de laisser dériver les embarcations vers les eaux territoriales du pays d'en face pour s'éviter d'intervenir, aux risques et périls des occupants. Quant aux sauveteurs, ils font ce qu'ils peuvent avec les moyens dont ils disposent, alors qu'entre 2020 et 2021 le nombre des départs vers le Royaume-Uni a triplé.

Cela ne s'arrêtera pas. La volonté de quitter la France pour la Grande-Bretagne est intacte chez la plupart des réfugiés, qui espèrent y retrouver des proches ou un travail. Ce n'est pas la démagogie antimigrants ravivée par la période électorale qui les fera changer d'avis. Le mépris criminel des autorités des deux pays pour la vie des migrants doit cesser et ils doivent pouvoir circuler librement!

Sylvie Maréchal

Politique sanitaire : rien à voir avec la santé

Le dernier épisode de la série des mesures imposées à la population date du 11 février. Le gouvernement poursuit sa politique visant à rejeter la responsabilité de l'épidémie sur la population.

Mais, à l'approche des élections, il cherche aussi à se montrer comme celui qui va rétablir une vie normale.

Quatre millions de personnes risquent de perdre leur passe dès le 15 février, bien « emmerdées » par le gouvernement, qui a réduit le délai pour l'injection de la dose de rappel du vaccin. Parallèlement à ce durcissement de la vaccination contrainte, le port du masque cessera d'être exigé à partir du 28 février dans les cinémas, musées et salles de concert. Les discothèques peuvent ouvrir à nouveau et consommer debout

redevient autorisé dans les bars à partir du 16 février.

Le gouvernement s'est aussi empressé de lever les quelques contraintes imposées en janvier aux patrons. Le télétravail et les mesures barrières dans les entreprises ne sont plus que recommandés.

Dans les établissements scolaires, c'est la fin du masque obligatoire à la récréation, ce qui fera sourire nombre d'élèves et d'enseignants, tant cette obligation était bien souvent une vue de l'esprit. Qu'il soit à Paris ou à Ibiza, la seule véritable préoccupation du ministre

de l'Éducation, Blanquer, a toujours été de libérer les parents de la garde de leurs enfants afin qu'ils soient disponibles pour leurs patrons. Et cela, « quoi qu'il en coûte » en termes de risques.

Depuis le début de la pandémie de Covid, Macron et le gouvernement n'ont jamais eu pour priorité la santé de la population. Que ce soit à l'époque où ils mettaient en place des confinements ou à présent, il y a une constante : leur politique vise à cacher leurs responsabilités dans l'état catastrophique des hôpitaux, mais également à transformer une partie de la population en boucs émissaires, et à donner à tous l'habitude d'obéir aux ordres et aux contre-ordres.

Thomas Baumer

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 221 (février 2022) :

- Nathalie Arthaud, candidate à l'élection présidentielle
- Kazakhstan : la classe ouvrière face aux bureaucrates, à Poutine et aux puissances impérialistes
- Chine - États-Unis : une concurrence féroce mais inégale
- Inde : un bilan du « mouvement des paysans »
- Afrique du Sud : au lendemain des élections municipales : clap de fin pour l'ANC ?
- Lire Rosa Luxemburg

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.





NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte ouvrière

Le 12 février à la Mutualité : un meeting réussi

Samedi 12 février, le meeting parisien de Nathalie Arthaud à la Mutualité a réuni 1500 personnes.

Devant un public enthousiaste, plusieurs militants de Lutte ouvrière ont illustré les conséquences de la guerre que patronat et gouvernement mènent contre les travailleurs, dans les entreprises où ils travaillent.

Évoquant la situation chez Renault, à La Poste, chez Safran, dans les hôpitaux ou les transports, ils

sont revenus sur les suppressions de postes et leur impact sur les rythmes et les conditions de travail.

Ils ont dénoncé la politique de division entretenue par les patrons, qui multiplie les statuts, les types de contrats et les sous-traitants. Ils ont aussi dit les résistances et les réactions qui se font jour, comme chez Safran, pour revendiquer des salaires décents.

C'était aussi illustrer, en quelques mots et exemples, à quel point les travailleurs

seraient en mesure de prendre en main les rênes de l'économie et comment, sous leur direction, les activités indispensables de la société pourraient fonctionner mille fois mieux.

C'est ensuite Jean-Pierre Mercier, ouvrier chez PSA et porte-parole de Lutte ouvrière, qui a pris la parole, avant le discours de Nathalie.

Nous publions des extraits de ces deux interventions.



Jean-Pierre Mercier : "Fiers d'être communistes et révolutionnaires"



« (...) La survie d'un capitaliste sur le marché international dépend de sa capacité à crever ses ouvriers au travail. C'est comme ça, ce n'est pas nouveau, cela existe depuis le début du capitalisme. Et c'est précisément pour cela que des générations de militants ouvriers communistes se sont battus, et que nous nous battons encore, contre un système qui ne peut être ni amélioré, ni humanisé, ni réformé, mais qui ne cessera de nuire que lorsqu'il aura été abattu, parce que

l'aggravation permanente de l'exploitation fait partie de l'ADN du capitalisme, parce que le capitalisme, comme l'écrivait Marx, est né en « suant le sang et la boue par tous les pores de sa peau », et que tant qu'il régnera sur le monde il en sera toujours ainsi.

C'est une des raisons pour lesquelles l'enjeu de cette campagne présidentielle n'est en aucun cas de savoir quel politicien remportera le gros lot en avril et sera appelé, pour les cinq ans à venir, à gérer les

intérêts de la bourgeoisie.

Quel que soit ce politicien – ou cette politicienne –, qu'il soit de droite, de gauche, d'extrême droite ou le tout à la fois comme Macron, il sera là pour mettre en œuvre la feuille de route que le Medef posera sur son bureau au lendemain du second tour. (...)

Être des militants du camp des travailleurs, cela veut dire, bien sûr, dénoncer ainsi sans relâche le fait que, fondamentalement, ce sont les capitalistes qui dirigent la société, et que tous les gouvernements, tous les États sont leurs serviteurs.

Mais c'est aussi dénoncer les faux amis des travailleurs, ceux qui prétendent parler en leur nom mais qui, derrière leur masque de prétendus avocats de la classe ouvrière, sont, eux aussi, des défenseurs de l'ordre capitaliste.

Face à une situation d'explosion sociale, la bourgeoisie tient toujours prête l'arme de la répression brutale, de l'écrasement armé des travailleurs.

Mais avant d'en arriver là, et tout particulièrement dans les pays riches, elle a d'autres cordes à son arc : elle a su, au fil des années,

intégrer, apprivoiser, domestiquer les organisations nées des combats du mouvement ouvrier pour en faire des relais de sa politique.

Ce sont, d'une part, les partis politiques réformistes, ceux issus de la social-démocratie, comme le PS en France, puis les partis venus du stalinisme, comme le PCF. (...) Mais il y a, aussi, les syndicats, qui peuvent avoir un rôle encore plus déterminant parce que ce sont, bien plus que les partis politiques dans la période actuelle, des organisations de masse. (...)

Ce qu'il y a de commun entre toutes les confédérations syndicales, c'est que leurs dirigeants, leur appareil, respectent fondamentalement la propriété bourgeoise, l'ordre bourgeois, le système capitaliste. Non seulement elles ont abandonné depuis des lustres l'idée de renverser le capitalisme, mais elles ont aussi, à bien des reprises, joué le rôle de pompiers pour éteindre les incendies sociaux. (...)

Se revendiquer du camp des travailleurs, c'est aussi rappeler ces vérités, qui n'ont d'ailleurs rien de nouveau : avant même la Deuxième Guerre mondiale,

Trotsky résumait déjà le rôle des directions syndicales en écrivant : « Dans les périodes de luttes de classes aiguës, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. » (...)

Même dans la situation actuelle, où la combativité ouvrière, dans un pays comme la France, n'est pas au rendez-vous, notre confiance reste inébranlable dans les capacités de la classe ouvrière à se révolter et à prendre en main son sort. Dans ce monde écrasé par la crise sanitaire et la crise économique, nous voyons des combats menés par la classe ouvrière, parfois à l'autre bout de la planète (...)

Alors, pendant toute cette campagne comme pendant toute notre vie militante, nous ne cesserons de le proclamer haut et fort, contre tous les patriotes, tous les protectionnistes de droite et de gauche, tous les défenseurs du repli national, du « modèle français », des frontières et des barbelés : Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! Vive le camp des travailleurs, et vive le communisme ! »



Nathalie Arthaud: "Changer toute la société!"

(...) «Un objectif des luttes de demain, bien sûr, sera l'augmentation générale et massive des salaires, des allocations et des pensions. C'est une revendication susceptible d'unifier dans un combat commun toutes les catégories de travailleurs que le patronat dresse les unes contre les autres.

Car il ne faut compter ni sur Macron ni sur les candidats qui prétendent le remplacer pour imposer quoi que ce soit au grand patronat. (...)

Il y a la politique de l'aumône. Prime d'activité, APL... L'État prétend venir en aide aux plus bas salaires à coups de primes, sur lesquelles il rogne continuellement mais sans lesquelles des millions d'entre nous ne pourraient se loger ou se nourrir. La dernière invention a été le chèque énergie de 100 euros à tous ceux qui vivent avec moins de 2000 euros par mois. Et demain l'État va aussi nous aider à acheter notre lait et notre bague?

Mais quand on travaille, ou quand on a travaillé toute sa vie, on ne demande pas la charité pour faire son plein d'essence, pour se chauffer ou pour se loger... On veut pouvoir vivre de son salaire ou de sa pension de retraite, alors il faut l'augmentation générale des salaires, des allocations et des pensions!

Et ce ne sont pas des miettes qu'il faut, mais des augmentations de 300, 400, 500 euros par mois. Pour ne pas être rattrapé par l'inflation, il faudra imposer l'indexation des salaires sur les prix. (...)

« Quoi qu'il en coûte » au grand patronat!

2000 euros, ce doit être un minimum pour les salaires, mais aussi pour les pensions et allocations dont vivent les travailleurs à la retraite ou en invalidité. C'est bien au-dessus du smic actuel, qui est à 1270 euros net. Et je sais que beaucoup de salariés estiment que 2000 euros pour le smic est du domaine du rêve parce que le patronat ne l'accordera jamais. Mais la plupart du temps le patronat n'est même pas prêt à accorder 50, 40, 30, 20 euros d'augmentation, et il faut débrayer, menacer de faire grève pour les arracher.

Du point de vue du grand patronat, et c'est la même chose avec l'État patron, aucune revendication salariale n'est considérée comme raisonnable. C'était pareil en mai 1968. Même demander 10% d'augmentation était jugé irréaliste et dangereux pour l'économie. Une grève générale après et quelques millions de manifestants plus tard, le smic était augmenté de 35%!

Que l'on revendique 50, 100 ou 400 euros d'augmentation, il faut se battre. Alors il n'y a aucune raison de ne pas revendiquer ce qui nous est nécessaire pour vivre. Et nous n'avons pas à nous excuser, nous faisons tourner la société, nous sommes essentiels, il n'y a aucune raison de nous faire petits!

Si nous raisonnons en fonction de ce que le patronat est prêt à nous laisser pour vivre, nous resterons

les éternels sacrifiés. Il faut raisonner à l'inverse. Nous devons être fiers de nos revendications parce que nous devons être fiers de ce que nous sommes. La société doit d'abord répondre à nos besoins de travailleurs parce qu'elle ne tient que par nous.

Alors battons-nous pour arracher ce qu'il nous faut, « quoi qu'il en coûte » au grand patronat! Et s'il faut changer toute la société pour l'imposer, eh bien nous la changerons!

Le camp des travailleurs doit contrôler les entreprises

Pour rejeter les revendications ouvrières, les perroquets patronaux mettent toujours en avant la PME ou la petite entreprise en difficulté, qui seraient ruinées si elles devaient augmenter les salaires ou embaucher. Cela leur ferait trop de « charges », comme ils disent.

C'est toujours une façon d'occulter la responsabilité des grands groupes dans les bas salaires. Quand vous travaillez chez Carrefour, avec 15 ans d'ancienneté, vous touchez 1300 euros net! Ouvrier à Michelin, vous êtes à 1500 euros net, en travaillant en équipe! Et ainsi de suite. Et combien d'entreprises de gardiennage, de nettoyage et de sous-traitance diverses, qui travaillent pour les gros, payent leurs salariés à coups de lance-pierres?

Les petites entreprises sont l'alibi pour nous faire taire. D'ailleurs, prenez 1968

et l'augmentation de 35% du smic: la ruine annoncée du petit commerce a-t-elle eu lieu? Non! Et aujourd'hui, j'en suis convaincue, l'augmentation du pouvoir d'achat réjouirait un certain nombre de coiffeurs, de bouchers, de boulangers ou de restaurateurs, qui vivent de la clientèle populaire et la voient se priver!

Il faut rendre publics les comptes des grands groupes et les contrats qui les lient aux autres entreprises. On verrait alors qui fait des marges royales, on saurait exactement où aller chercher l'argent. Si un petit patron ne peut pas payer, il y en a d'autres au-dessus de lui. Que le donneur d'ordres paye! Que le banquier, le fournisseur, le bailleur payent!

La véritable démocratie, le pouvoir du peuple, ce serait cela: que ceux qui font tourner les entreprises sachent exactement ce qu'il en est des fruits de leur labeur. Alors oui, il faut imposer un contrôle sur la comptabilité des grands groupes. Et nul besoin de créer des comités de contrôle ou d'enquête: avec les comptables et les administratifs, les travailleurs sont les mieux placés pour exercer ce contrôle, car ils connaissent mieux que quiconque la réalité du travail.

Tout le monde dit aujourd'hui qu'il faut que la parole se libère. C'est d'une hypocrisie sans nom parce que, dans les entreprises, les salariés n'ont le droit de rien dire. Combien de salariés des Ehpad ont été

menacés, mis à pied, licenciés pour avoir dénoncé les dysfonctionnements et la maltraitance? Cela fait des années qu'ils prennent des risques et témoignent sous anonymat!

Quant aux vaccins anti-Covid, les dirigeants européens qui ont négocié leur achat veulent que les contrats restent secrets, encore et toujours au nom du secret commercial. Tout cela pour cacher les marges exorbitantes qui permettent à la triade Pfizer, BioNTech et Moderna d'emporter 1000 dollars toutes les secondes!

Le secret, l'omerta que le grand patronat impose dans les entreprises lui permet de mentir, de cacher ses méfaits et ses crimes. Enlevons-lui cette arme!

Oui, libérons la parole, la parole des salariés, des comptables, des commerciaux, et cela passe par la levée du secret professionnel, la levée du secret commercial et l'arrêt de toute poursuite pour diffamation, dès que l'on parle de harcèlement ou de salaires de misère! (...)

Renverser le capitalisme

Alors je ne vise pas la présidence de la République, j'aspire à bien plus, parce qu'il faut changer toute la société, renverser le capitalisme! Et cela ne se fera pas du haut de la présidence de la République, cela se fera par en bas, quand le monde du travail et la jeunesse révoltée relèveront la tête et s'attaqueront eux-mêmes à la dictature du grand capital.»

Morts de Charonne : l'État assassin et sa continuité

Soixante ans après la mort de neuf manifestants au métro Charonne, Macron a reconnu du bout des lèvres que, le 8 février 1962, la police française avait assassiné une nouvelle fois dans les rues de Paris. Il a donc envoyé le préfet Lallement déposer une gerbe au Père Lachaise.

Ce dépôt de gerbe a été l'occasion de trois phrases de Macron : « Le 8 février 1962, une manifestation unitaire a été organisée à Paris pour la paix et l'indépendance en Algérie et contre les attentats de l'OAS. Elle a été violemment réprimée par la police : neuf personnes ont perdu la vie, plusieurs centaines furent blessés. »

« Soixante ans après cette tragédie, je rends hommage à la mémoire des victimes et de leurs familles », a ajouté Macron. Mais en fait il poursuit sa politique de fausse reconnaissance des crimes commis par la France lors de la guerre d'Algérie, en tentant d'enterrer les questions gênantes. Le préfet de police de l'époque, Maurice Papon, étant mort, lui faire porter la responsabilité des crimes de la police, de la manifestation du 17 octobre 1961 à celle de Charonne, ne prête plus à conséquence.

La police parisienne a pu commettre des centaines

d'assassinat durant cette période parce que l'ensemble de l'appareil d'État en commettait en Algérie. L'armée assassinait et torturait. La justice couvrait ses crimes. L'enjeu était de maintenir l'empire colonial et les possibilités de pillage des capitalistes français.

Ceux qui se sont opposés à cette guerre l'ont payé cher et il faut leur rendre honneur. Les jeunes hommes qui ne voulaient pas y aller ont connu les régiments disciplinaires. Ceux qui aidaient le FLN furent pourchassés et envoyés en prison. Mais si cette opposition est restée très isolée, et si l'ensemble des travailleurs en France ne se sont pas retrouvés aux côtés de leurs frères algériens, la responsabilité en incombe aussi beaucoup à la politique des partis de gauche d'alors.

La SFIO, ancêtre du PS, fut portée au pouvoir en 1956. Guy Mollet, soutenu par le Parti communiste,



Le socialiste Mollet et son ministre Mitterrand en mars 1956.

avait promis la paix mais son gouvernement accentua la guerre et donna les pleins pouvoirs à l'armée en Algérie. Il fut complice de la torture utilisée durant la bataille d'Alger. Quant au PCF, il se contenta durant des années du slogan « Paix en Algérie ». Si bien des militants communistes étaient contre la guerre, la direction de leur parti cachait derrière ce slogan ambigu une politique responsable vis-à-vis de la bourgeoisie française et de son empire colonial. Le PCF, qui avait défendu en 1945 la mainmise de l'Empire français sur ses colonies, ne voulait pas la condamner en prônant clairement l'indépendance de l'Algérie. Pendant les

huit années de la guerre d'Algérie, il évita de soutenir les manifestations contre celle-ci, y compris celle des rappelés de 1956, qui refusaient de partir.

À Charonne en 1962, ce sont pourtant bien des militants du Parti communiste qui sont morts. Car la base du PCF était bien plus prête à combattre la guerre que sa direction. Mais quelques mois avant, en octobre 1961, le PCF avait encore évité de se dire solidaire des manifestants algériens victimes du même préfet Papon. La manifestation de Charonne arrivait alors que, depuis plus d'un an, de Gaulle lui-même préparait l'indépendance de l'Algérie. Si les négociations avec le FLN

étaient momentanément interrompues, le processus était bien lancé.

Lorsqu'il commémore Charonne, le Parti communiste essaie aussi de faire oublier sa politique inacceptable durant la guerre d'Algérie. Contre les crimes de la police, il continue aujourd'hui encore à en appeler aux valeurs de la « République française », cette république bourgeoise qu'il a contribué à remettre en place en 1944-1945, avec son appareil d'État et ses préfets compromis sous Pétain, comme Papon. Autant dire qu'il est toujours à genoux devant un État qui a aidé et aide encore la bourgeoisie française à maintenir sa domination.

Marion Ajar

Mélenchon : tout à fait présidentiable

Judi 10 février, dans le cadre de l'émission Élysée 2022 sur France 2, Jean-Luc Mélenchon était confronté au président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux. Une belle occasion pour le premier de montrer au second son esprit de responsabilité à l'égard des capitalistes, et pour le second d'affirmer qui gouverne vraiment.

Après les sourires d'usage et les congratulations mutuelles sur les livres

respectifs, du « Je l'ai lu dans le détail, je le recommande », émanant de Mélenchon, au

« Très bien fait, je le prends au sérieux, vous êtes prêt à gouverner », de Roux de Bézieux, Mélenchon a montré son aptitude à assurer la présidence de la république bourgeoise.

Après avoir dit la situation insupportable de ceux qui vivent avec 800 euros par mois, après en avoir appelé à l'urgence sociale, le candidat à la présidence a proclamé un ultimatum : « Si je suis élu, l'année 2022, vous devrez organiser une conférence obligatoire annuelle avec un objectif de progression des salaires, pas seulement le smic, tous les autres salaires. J'espère que je suis entendu. » Comme qui dirait une sorte de NAO, ces négociations annuelles obligatoires qui ne font ni chaud ni froid au patronat ! Roux

de Bézieux en tremble sans doute encore.

Puis, s'affirmant choqué des 137 milliards de profits, dont 70 milliards de dividendes, des patrons du CAC 40, révolté par les 140 milliards de dégrèvements et autres aides offertes au patronat, Mélenchon assure que, s'il est élu, il s'engage à « reprendre tout ce [qu'il] peut reprendre ». Combien ? La moitié, assure-t-il ! « Je prends et j'investis par l'État. » Et d'affirmer que les patrons ne le regretteront pas, que l'État investira, que les carnets de commandes seront pleins et que donc les patrons embaucheront, le chômage baissera et les salaires augmenteront car les employeurs regagneraient d'un côté ce qu'ils perdraient de l'autre.

Ce conte de fées n'a aucune chance d'influencer les marchés et la soif de profit immédiat des capitalistes. Par contre, le message de Mélenchon est clair, il leur dit qu'avec lui on pourra s'arranger pour qu'ils ne perdent rien. Et cela, même quand il leur fait les gros yeux pour soigner sa prétendue image radicale.

Mélenchon peut être apte à présider la république bourgeoise. Le représentant des patrons le sait et sait qu'il n'a rien à en craindre. Il reste aux deux compères, comme ils se le sont promis à l'issue du débat, à poursuivre la discussion au restaurant. Au menu de Mélenchon, il n'y a rien que le patronat pourrait ne pas digérer.

Sophie Gargan



Pécresse, le Pen, Zemmour : course à la xénophobie

La course à la xénophobie et au racisme s'accélère dans la campagne électorale dans le camp le plus à droite. D'une courte tête, Valérie Pécresse distance pour l'instant ses deux concurrents.

À son meeting du 13 février à Paris, elle a accumulé les poncifs les plus éculés sur le thème, que tous ont en commun, de l'immigration. Par calcul ou faute d'inspiration, Pécresse en est désormais à chiper à ses collègues frontistes et zemmouristes les expressions haineuses et stupides. Ainsi, la candidate LR s'est emparée ce jour-là du refus d'un prétendu « grand remplacement », cette idiotie conspirationniste, pour couronner ses envolées par « l'immigration, quoi qu'il en coûte,

dans deux mois, c'est fini. La France, terre d'immigration, c'est fini ! ». À son tour, elle déclare vouloir « des quotas, le renvoi des clandestins [et] l'assimilation », tout cela au nom de « la France des cathédrales [...] et de Marie Curie »... c'est-à-dire une physicienne polonaise immigrée nommée Maria Sklodowska, avant qu'elle n'épouse Pierre Curie.

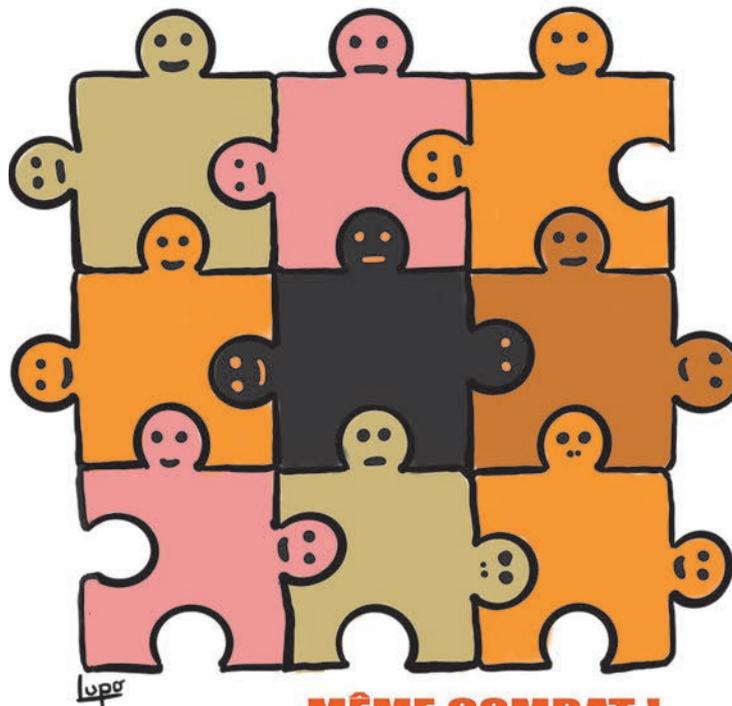
La présidente de la région Île-de-France peine à retenir les ténors de son camp, avant qu'ils n'imitent Éric Woerth et se précipitent à

temps dans l'écurie la mieux placée pour la victoire, celle de Macron. De leur côté, ses concurrents continuent à broder sur le même thème. Zemmour promet la construction d'un « mur » à « toutes les frontières » extérieures de l'Union européenne, en le finançant sur fonds européens, avec des « gardes-frontières aux frontières françaises ». Grand admirateur de Trump, lui aussi triste champion des murs contre les travailleurs migrants, il s'enorgueillit d'avoir recueilli son soutien par téléphone...

Si l'échange a eu lieu en anglais américain, cela a dû fâcher encore plus Marine Le Pen, dont la dernière lubie est de sauver la langue française, de « la protéger des influences extérieures », d'interdire « l'usage des langues étrangères dans la publicité et la communication », afin de prévenir la « double submersion culturelle et linguistique ». Celle qui encaisse parallèlement les ralliements successifs à Zemmour de ses ex-compagnons doit se laisser aller à proférer force jurons, mais en bon français bien sûr.

Au coude à coude dans les sondages, la triplète réactionnaire s'évertue

TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER, MÊMES EXPLOITEURS



... MÊME COMBAT !

Consultants : des parasites qui coûtent cher

Une enquête menée par le Sénat met en évidence les liens étroits entre des cabinets de conseil privés et la vache à lait que représente pour eux l'État, le gouvernement faisant appel à leurs services de façon jugée démesurée.

En juin 2018, le gouvernement avait désigné treize principaux cabinets de consultants, et quarante-cinq sous-traitants, pour effectuer des missions émanant de différents ministères, le tout pour un budget prévisionnel de 25 millions annuels. Trois ans et demi plus tard, les dépenses ont atteint 208 millions d'euros pour ces missions. Lesquels, parmi les cabinets McKinsey, Citwell, CGI et d'autres, ont le plus profité de la manne gouvernementale, et quels liens personnels les lient à des membres de l'équipe gouvernementale ? L'enquête aboutira peut-être à dévoiler ces magouilles, ou peut-être pas, tant le marigot dans lequel les uns et les autres baignent est opaque.

Un exemple de prestation effectuée par le cabinet McKinsey a été dévoilé récemment. Pour 500 000 euros, le ministère de l'Éducation nationale lui avait demandé de « réfléchir aux grandes tendances des évolutions de l'enseignement ». Ce genre de « réflexion » aurait

été beaucoup plus efficace et, surtout, n'aurait rien coûté si le ministère s'était donné la peine de s'adresser directement au personnel. Et au lieu d'enrichir des parasites qui ne servent à rien, cette somme aurait été plus utile pour aider les établissements les plus défavorisés. Même chose concernant les hôpitaux : en 2020, le cabinet Citywell avait été chargé de prendre contact avec Santé publique France... « pour évaluer le stock de masques ». Le personnel hospitalier serait-il donc incapable de faire une addition entre les différents centres de soin ?

La question qui se pose est : les hauts fonctionnaires sont-ils totalement incompetents et incapables de mener des enquêtes somme toute bien simples ? Ou les dirigeants, étant issus du même monde que les consultants, pensent-ils aux possibilités de se préparer un avenir au sein de ces groupes pour quand ils ne seront plus au pouvoir ?

Marianne Lamiral

Chauffage collectif : le gaz explose les charges

Depuis le début de l'année, de nombreux locataires d'HLM s'alarment des hausses des provisions pour charge de chauffage. Le gouvernement affirme être conscient de leurs difficultés... mais il ne fait rien.

Fin janvier, l'association de consommateurs CLCV a pris à titre d'exemple la situation de 6 600 locataires d'un bailleur social dans le Puy-de-Dôme. Alimentés par une chaudière collective à gaz, ils ont vu en un an leurs provisions mensuelles passer de 49 à 81 euros, soit 65 % de hausse sur les tarifs du chauffage et 53 % sur l'eau chaude. C'est donc près de 800 euros par an que le locataire d'un F4 doit déboursier pour une famille de quatre personnes, une hausse insupportable.

Dans le pays, les revenus de deux à trois millions de locataires de HLM seraient

à cette surenchère imbécile dans l'unique but de devenir le challenger de Macron, pas même encore déclaré candidat, au deuxième tour de l'élection. Se disputant les électeurs de droite, ils évitent soigneusement d'aborder les seuls domaines qui préoccupent quotidiennement les classes populaires : des emplois pour tous, des salaires et pensions corrects.

C'est d'ailleurs logique puisque, pour répondre à ce problème, il faudrait aller prendre l'argent sur les profits des capitalistes. Or l'intérêt de ce grand patronat qu'ils aspirent à servir est de diviser par tous les moyens, y compris à coups de diatribes sur l'immigration, cette force que représenterait la classe ouvrière si elle se mobilisait.

Viviane Lafont

potentiellement amputés. Aucune des quelques petites mesures gouvernementales annoncées jusque-là ne les concerne. Comme le tarif réglementé du gaz ne s'applique plus aux contrats professionnels ou aux chauffages collectifs depuis 2016, les mesures prises par le gouvernement en octobre – le « bouclier tarifaire » – pour geler provisoirement le prix du gaz, ne s'appliquent pas à leur cas, ni d'ailleurs le bien faible chèque énergie de 100 euros, qu'ils n'ont pas touché, n'étant pas directement clients. Les locataires HLM sont donc pleinement exposés à d'importantes

augmentations de factures. Mais c'est le cas aussi de nombreux copropriétaires qui sont chauffés collectivement. Déjà, les prix des contrats qui arrivent à échéance ou qui varient explosent, de 40 à 90 % selon les cas.

Pendant ce temps, au gouvernement, on consulte. Le cabinet de Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, a ainsi fait savoir que, « à ce stade, aucune décision n'a été prise et [nous échangeons] avec les acteurs concernés pour bien cerner l'ampleur et les spécificités du phénomène ». Une mobilisation des locataires aiderait sans doute la ministre à cerner plus rapidement le problème.

Serge Benham

Crise ukrainienne : l'impérialisme américain à la manœuvre

« Une action militaire pourrait arriver n'importe quand », a déclaré lundi 14 février le porte-parole du Pentagone, John Kirby. Le conseiller à la sécurité nationale, Jake Sullivan, a été jusqu'à annoncer qu'elle « pourrait débuter pendant les jeux Olympiques », évoquant même l'invasion de pans du territoire ukrainien, de grandes villes, et même « un assaut rapide sur la ville de Kiev », la capitale de l'Ukraine.

Tout cela a semblé démenti dès le 16 février par la nouvelle du début de repli des troupes russes. Pourtant, à la suite du président Biden, Sullivan avait incité les Américains présents dans le pays à le quitter aussi vite que possible, de préférence dans les vingt-quatre à quarante-huit heures. Interpellé sur les preuves d'une menace immédiate, Sullivan a répondu qu'il ne pouvait pas dévoiler ses sources. Devant le scepticisme de certains journalistes, il a dû expliquer pourquoi, selon lui, il n'y aurait aucun parallèle à établir avec les mensonges américains sur les armes de destruction massive qui ont servi de prétexte à l'invasion de l'Irak en 2003 : « Dans le cas de l'Irak, le renseignement avait été utilisé et déployé de ce

même podium pour commencer une guerre. Nous essayons d'empêcher une guerre. »

Ainsi la Russie est présentée comme s'apprêtant à déclencher une guerre pour mettre la main sur l'Ukraine. Les manœuvres militaires organisées par l'armée russe ne signifiaient pourtant pas que Poutine avait décidé une invasion. Le dirigeant du Kremlin est engagé dans un bras de fer avec l'impérialisme américain, où chacun montre ses muscles. En juillet 2021, c'est l'OTAN qui a organisé des manœuvres militaires en mer Noire, impliquant des forces d'une trentaine de pays, dont l'Ukraine.

Dans le conflit actuel, Poutine cherche à obtenir l'assurance que l'Ukraine ne rejoindra pas l'OTAN. Les

dirigeants américains, eux, n'ont aucunement l'intention de prendre un tel engagement. Au contraire, leur politique consiste à renforcer leur présence militaire dans les États de l'ex-URSS qui ceignent la Russie. Cette présence en Ukraine est déjà bien réelle, comme l'atteste l'annonce de l'évacuation de 150 conseillers militaires américains, membres de la Garde nationale de Floride, venus former et entraîner les soldats ukrainiens. C'est bien l'impérialisme américain qui est à l'offensive, n'hésitant pas à faire monter la tension diplomatique et militaire, entraînant ses alliés, le Canada, le Japon et l'Union européenne.

Depuis près de trois mois, l'administration de Washington se livre à une vaste manipulation de l'information, comme à chaque fois qu'il lui faut justifier une intervention quelque part dans le monde. Avec cette opération, Biden veut certainement se donner une nouvelle stature vis-à-vis de son opinion publique alors que, depuis l'évacuation



Des soldats américains arrivent à Wiesbaden, QG de l'OTAN en Allemagne.

en catastrophe de l'Afghanistan, ses concurrents républicains, à commencer par Trump, ne cessent de le présenter comme un président faible. Alors que sa cote de popularité est au plus bas, qu'aucune des réformes sociales promises n'a vu le jour et que l'inflation a atteint des niveaux inégalés depuis 1982, le président démocrate peut aussi vouloir utiliser cette crise politique extérieure pour faire diversion et susciter un réflexe d'union nationale derrière lui.

L'attitude de Biden va cependant au-delà de ces calculs à court terme. L'impérialisme américain a besoin que sa population soit prête à aller faire la guerre partout où les intérêts de ses capitalistes l'exigeront, comme il n'y a pas si longtemps en Irak et en Afghanistan. Pour cela, il faut la mettre en condition,

la convaincre qu'il y a face à elle des régimes menaçant la liberté et la démocratie qui sont le dernier des soucis des dirigeants américains d'un bout à l'autre du monde, de l'Arabie saoudite à la Birmanie... Cette mise en condition s'étend aux populations d'autres pays occidentaux, comme la France dont les dirigeants, fût-ce avec quelques contorsions, s'alignent sur la diplomatie américaine.

Même si la guerre n'est pas pour ces jours-ci, les dirigeants occidentaux tiennent dès à présent à préparer leurs populations à la faire contre les méchants, russes ou chinois, tant ils sont conscients que la crise capitaliste les y poussera. Une guerre qui n'est en aucun cas dans l'intérêt des travailleurs.

Marc Rémy

Turquie : travailleurs en lutte pour les salaires

Selon un organisme indépendant du pouvoir, l'inflation en Turquie aurait atteint 114,87 % en un an, pulvérisant tous les records des 19 dernières années.

Sous le pouvoir d'Erdogan, les poches des travailleurs et des masses pauvres sont ainsi vidées au bénéfice du grand patronat et des riches.

La récente hausse du salaire minimum légal et les dernières augmentations de

salaire sont ainsi annulées et le pouvoir d'achat continue de chuter. Pour les travailleurs, il devient impossible de continuer ainsi et, depuis janvier, les actions de protestation et les grèves se sont multipliées, touchant de

nombreux secteurs comme le textile, les transports, la santé, les communications, la métallurgie et d'autres. Les protestations contre le montant des factures d'électricité et de gaz ont également commencé à se propager de ville en ville.

Dans les conventions collectives de la métallurgie qui viennent d'être renouvelées, les représentants patronaux et syndicaux ont cependant estimé qu'en six mois l'inflation aurait été de 27,44 % et que les travailleurs devraient par conséquent se contenter de 30 % d'augmentation, applicable à partir de mars. Cela revient à entériner la baisse du pouvoir d'achat. Heureusement, il n'est pas dit que ce front commun établi entre le patronat et les grandes centrales syndicales suffise à arrêter la vague des revendications ouvrières.

Extrait de Sinif Mücadelesi (Turquie - UCI)

Liberté pour Georges Ibrahim Abdallah !

Le militant libanais Georges Ibrahim Abdallah, défenseur de la cause palestinienne, condamné à la prison à perpétuité mais libérable depuis 1999, restera en prison alors qu'il entame cette année sa 38^e année d'incarcération.

Georges Ibrahim Abdallah avait été condamné à la prison à perpétuité pour complicité dans l'assassinat de deux diplomates, américain et israélien, en 1982, dont il n'était pas l'auteur. Son avocat avait demandé à un tribunal administratif qu'il soit expulsé vers le Liban, qui n'y avait aucune objection, mais cette demande a été rejetée le 10 février. Cette requête était une étape vers une libération conditionnelle. En effet, en 2013, la justice avait répondu favorablement à sa demande de libération, sous réserve qu'il fasse l'objet d'un arrêté d'expulsion du ministère de l'Intérieur, qui n'a jamais été pris par les ministres successifs, de Valls à Darmanin.

Le tribunal a justifié son refus par le fait que rien n'impose au ministère de

l'Intérieur de procéder à cette expulsion. Cela empêche une nouvelle demande de libération conditionnelle et vient s'ajouter à neuf demandes successives déjà rejetées.

Dans cette affaire, le sujet n'est plus depuis longtemps la complicité supposée de Georges Abdallah dans les attentats de 1982, mais la servilité du gouvernement français vis-à-vis des exigences répressives des États américain et israélien, qui veulent voir maintenu en prison ce militant qui n'a jamais renié ses engagements pro-palestiniens.

Tous ceux qui dénoncent cet acharnement judiciaire devront donc continuer à se mobiliser pour obtenir sa libération!

Jacques Fontenoy



En février, lors d'une grève à Izmir Aliaga.

Mali: l'armée française part mais reste en Afrique

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a annoncé le 14 février que l'armée française allait quitter le Mali, précisant toutefois qu'elle serait toujours présente au Sahel. Les intérêts de l'impérialisme français seront simplement défendus à partir d'autres pays.

Depuis le coup d'État de mai 2021, le départ prochain des troupes françaises était devenu chaque mois plus évident. Contrairement aux gouvernements précédents, la junte dirigée par Assimi Goïta n'acceptait pas la tutelle de Paris. Les «lignes rouges» successives que les dirigeants français ont prétendu lui imposer n'ont fait qu'accroître l'hostilité des militaires maliens envers la France. L'interdiction de discuter avec les groupes djihadistes et de faire appel aux mercenaires du groupe russe Wagner, ou la volonté de Paris d'imposer son calendrier électoral ont été prises comme autant de diktats et repoussées de plus en plus fermement. Alors même que cette junte est composée de soudards qui n'hésiteront pas au besoin à réprimer la population, elles ont tout juste réussi à souder celle-ci derrière les militaires dans un sentiment de

rejet de l'ancienne puissance coloniale. Même les sanctions économiques imposées au Mali par les alliés africains de la France n'ont pas réussi à dresser la population contre la junte, contrairement aux calculs de Paris.

Les troupes qui constituent la force Barkhane vont donc se replier sur les pays voisins, dans un nouveau dispositif qui leur permettra d'intervenir dans la zone où sont concentrés les intérêts économiques majeurs de l'impérialisme français. Cela concerne la Côte d'Ivoire et le Sénégal notamment, aujourd'hui menacés à leur tour par les groupes djihadistes, mais aussi le Bénin ou le Togo. Mardi 8 février, sept personnes ont ainsi été tuées dans une attaque djihadiste au Bénin et une dizaine d'autres blessées. L'armée française a beau multiplier les communiqués sur le nombre de djihadistes

qu'elle élimine, l'expansion de ces groupes dans des zones jusque-là épargnées confirme que sa présence est bien impuissante à enrayer leur progression.

Les dirigeants français entendent continuer à défendre militairement les intérêts de leur impérialisme après l'éviction de leurs troupes du Mali. Macron s'est concerté dans ce but avec les chefs d'État de pays qu'il avait impliqués dans l'alliance G5 Sahel, le Niger, la Mauritanie, le Tchad. La nature des régimes de ces pays suffit à rendre dérisoires les critiques françaises sur le manque de démocratie au Mali. Au Tchad règne la dictature de père en fils du clan Déby et de sa soldatesque. En Mauritanie l'esclavage est toléré et ceux qui s'y opposent sont emprisonnés. Quant au Niger, c'est avant tout la chasse gardée du trust français Orano, le successeur d'Areva qui y a extrait pendant des dizaines d'années l'uranium bon marché pour les centrales nucléaires.

L'impérialisme français n'est pas seul dans la région.



Au Niger, les USA disposent de deux bases de drones, à Niamey et Agadez, et de plusieurs centaines d'hommes des forces spéciales. Ils fournissent à l'armée française les informations de leurs satellites, sans lesquelles elle se trouverait pratiquement aveugle. Dans cette partie de l'Afrique, les USA sous-traient à la France le maintien de l'ordre impérialiste, tout en gardant un œil sur la situation. L'armée

française est ainsi la mandataire des grandes puissances capitalistes.

Cette domination maintient toute la région dans un état de sous-développement chronique, sous la coupe de gouvernements brutaux et corrompus. Pour que cela cesse, il faudra que les troupes françaises et celles des autres puissances soient définitivement chassées hors d'Afrique.

Daniel Mescla

Sommet de Brest: vagues promesses

Réunis à Brest du 9 au 11 février sous la houlette de Macron lui-même, des chefs d'État, des professionnels de la mer et des représentants d'organismes internationaux et d'ONG ont devisé de la situation et de l'avenir de l'océan.



Manifestation pendant le sommet de Brest.

Les problèmes à l'ordre du jour sont nombreux et bien connus. Il y a tout d'abord la surpêche et la menace qu'elle fait peser sur la faune marine. De vagues résolutions, dépourvues de toute portée pratique, ont été prises. La pollution par le plastique n'a

pas suscité non plus autre chose que des discours, sans engagement d'aucune sorte, alors qu'il est de plus en plus évident que la mer est remplie de microparticules quasiment indestructibles.

Enfin l'assemblée s'est penchée sur le problème de

la décarbonation des transports maritimes, responsables d'une bonne partie des émissions de gaz à effet de serre. Les dirigeants des quatre premiers armateurs mondiaux étaient présents. Ces derniers avaient déjà tous signé l'accord chapeauté par l'Organisation maritime internationale, promettant des transports maritimes décarbonés pour 2050. Les armateurs ont renouvelé leur engagement. Les représentants des États les ont félicités et les ont assurés qu'ils bénéficieraient de toutes les aides publiques souhaitables. Macron a même annoncé qu'il en irait de la décarbonation des porte-conteneurs comme des subventions aux entreprises durant l'épidémie: elle sera faite «quoi qu'il en coûte».

On peut croire ces présidents et représentants de présidents, dont les États choient déjà les compagnies maritimes. La France, par exemple, propose à ses armateurs de s'inscrire à un registre maritime qui les

exonère du droit du travail pour tout ou partie de l'équipage. Elle leur offre les cotisations patronales pour les caisses sociales, un dégrèvement sur le carburant, une aide à la tonne transportée, des subventions aux modifications des navires en vue de les mettre aux normes écologiques. Ne doutons donc pas que cet engagement de nouvelles aides sera tenu.

Les profits des armateurs ont été multipliés par 10 ou 15 en 2021. Les dix premiers d'entre eux, représentant 80% du commerce mondial, ont accumulé 120 milliards de dollars de bénéfices l'an passé. Mais il n'est bien sûr venu à l'idée de personne, dans cette noble assemblée, de demander aux armateurs de prendre sur ces sommes.

Paul Galois

Boniment d'armateur

Le propriétaire dirigeant de CMA CGM, la compagnie marseillaise et troisième armateur mondial, a ravi le sommet de Brest par une galéjade. Pour lutter contre la pollution plastique, il s'engage à ne plus transporter de conteneurs pleins de plastique usagé à partir du 1^{er} juin. Des années durant, la CMA CGM en a rempli ses conteneurs sur la route retour Europe-Chine, afin de rentabiliser le voyage et de ne pas transporter de boîtes

vides. Mais, depuis deux ans, la Chine n'accepte plus de vieux plastiques et les grands armateurs ne vont certainement pas créer des lignes spéciales pour transporter des poubelles vers les pays qui les acceptent ou dont les États ferment les yeux: ce n'est pas assez rentable pour eux.

C'est donc promis: soucieuse avant tout d'écologie, la CMA CGM s'engage à ne pas exploiter les marchés qui ne l'intéressent pas.

P. G.

Nucléaire : l'État à la botte du capital

Lors de la campagne électorale de 2017 et jusqu'à il y a peu, Macron et la majorité de ses concurrents prônaient la modération en matière de centrales nucléaires.

Il s'agissait certes d'assurer la continuité des profits de la filière en finançant la recherche, l'installation en France et la vente à l'export du nouveau réacteur EPR, quels que soient le prix, les retards, les incidents.

Il était également alors question de fermer les centrales vieillissantes et de promouvoir des énergies de remplacement. Tout au plus les partis de gouvernement, successivement arrivés aux affaires, se disputaient-ils sur le rythme à suivre.

Le brusque changement de politique a été officialisé le 10 février, par l'annonce présidentielle de la construction de six EPR de

deuxième génération, du maintien en vie de toutes les vieilles centrales, du lancement d'un programme de petits réacteurs nucléaires et du projet de cinquante champs d'éoliennes offshore. Là encore, malgré l'approche de l'élection et la concurrence entre partis, il y a eu peu de contestation de la part des prétendants au pouvoir, hormis Jean-Luc Mélenchon et Yannick Jadot, et moins encore venant des commentateurs. Et tous de faire assaut de ce qu'ils qualifient de réalisme : la demande en électricité augmente, donc il faut en produire plus, et le nucléaire est le moins

cher, le moins polluant, le moins dépendant du marché mondial.

La demande en électricité est tirée par l'utilisation croissante des communications électroniques, conséquence de la lutte acharnée des géants du Net pour créer la demande et faire exploser leurs profits. Elle va également augmenter rapidement du fait de la multiplication des voitures électriques, politique choisie par les grands groupes automobiles et financièrement soutenue par les États. Cette demande croissante d'électricité est donc la conséquence des décisions de quelques groupes, des orientations choisies par une coterie d'actionnaires pour rentabiliser leur capital.

Les maîtres ayant fait leurs choix, le devoir de chaque État est de procurer à ses capitalistes les crédits, les marchés et les fournitures requises, en l'occurrence du courant électrique, et de le faire au mieux de leurs intérêts. En ce sens, en France, il est logique de continuer à développer la filière nucléaire, déjà existante et susceptible d'apporter encore bien des joies aux capitalistes hexagonaux qui construisent les centrales. Voilà pourquoi les dangers, les coûts, l'impossibilité actuelle de traiter les déchets ont disparu du discours politique, quoiqu'ils soient toujours réels. Puisque la bourgeoisie française a besoin d'électricité, et plus particulièrement d'électricité

nucléaire, la messe est dite et elle l'est pour tout le monde.

La question n'est pas de savoir si on est pour ou contre le nucléaire, pour telle ou telle source d'énergie, si les EPR vont un jour fonctionner et à quel prix, et de quelle quantité d'électricité le monde aura besoin dans vingt ans. Qu'en sait-on, et qu'en savent-ils d'ailleurs ? La question est de savoir si l'humanité va laisser une poignée d'irresponsables uniquement guidés par leur profit immédiat décider de son sort, suivis béatement par des responsables politiques qui ne savent que bénir après coup les décisions patronales en se donnant l'air d'y pouvoir quelque chose.

Paul Galois

Total : profits records et salaires bloqués

Jeudi 10 février, le groupe capitaliste Total, désormais TotalEnergies, a annoncé son bénéfice net pour l'année 2021 : 16 milliards de dollars, soit un record qui dépasse même celui de 2007.

Total réalise de tels profits grâce à l'exploitation de 100 000 travailleurs à travers le monde et au racket aux pompes à essence sur toute la population. Mais ces milliards n'engraissent que les actionnaires.

L'entreprise TotalEnergies leur a promis d'utiliser une bonne part de ces milliards pour augmenter les dividendes de 2022. Quant aux travailleurs, ils n'ont d'autre choix que de répondre par la lutte à la rapacité de leur patron. Une grève vient d'avoir lieu dans sa filiale Hutchinson, au

sujet d'une prime de 550 euros que Total refusait de donner aux salariés des filiales et en raison des hausses de salaire dérisoires proposées par l'entreprise.

Pendant que les bonnes nouvelles résonnent dans le monde des affaires, les classes populaires ont de plus en plus de mal à se chauffer et à se déplacer. Les hausses de prix à la pompe atteignent actuellement des records, avec près de 1,75 euro le gazole, et près de 1,80 euro le litre de sans-plomb 95. Et ce ne sont pas les 10 centimes le

litre qui seraient offerts par Total dans certaines stations qui compenseront les hausses successives depuis des mois. TotalEnergies s'est senti obligé d'essayer d'amortir avec des mesurées l'annonce de ses résultats. Mais rien ne peut atténuer le sentiment justifié que ces bénéfices records proviennent d'un vol sur toute la population.

Quant à la hausse du cours du pétrole sur les marchés financiers, là encore, les groupes pétroliers sont à la manœuvre. Ce sont eux qui organisent la pénurie en faisant le choix de diviser par deux leurs investissements en cinq ans. Cette réduction de l'offre entraîne une flambée du prix



du baril de pétrole, et ils ne se gênent pas pour répercuter cela à la pompe.

Total et les autres trusts pétroliers imposent un

racket à l'ensemble de la société. Il est urgent d'exproprié ces groupes capitalistes.

Charles Legoda

Calais : la police contre les défenseurs des migrants

Vendredi 11 février, à Calais, dans le quartier populaire du fort Nieulay bouclé par la police, un hélicoptère de la gendarmerie nationale déposait plusieurs agents du Raid sur le toit d'un immeuble.



Pourquoi une telle armada ? Depuis le 5 février, cet immeuble promis à la destruction et récemment évacué de ses locataires était occupé par des militants associatifs en vue d'offrir un toit à des sans-abri.

Ils voulaient dénoncer le sort des migrants, dont les tentes sont démantelées toutes les 48 heures et qui, cet hiver, n'ont même pas droit à un bâtiment quand la température

descend en dessous de zéro. Quelques dizaines d'entre eux y avaient trouvé refuge.

Cars de CRS et policiers armés ont encerclé l'immeuble pour empêcher toute entrée et tout ravitaillement. Comme les squatters avaient respecté un cadre légal, la police ne pouvait les expulser.

Mais le bailleur et la sous-préfecture ont invoqué un prétexte parfaitement hypocrite : les

militants montant sur le toit pour accrocher des banderoles comme « Liberté de circulation », ont été expulsés au nom du danger imminent, avec force gaz lacrymogènes.

Bien des résidents des immeubles voisins, dont des jeunes qui lançaient des pierres, n'ont pas apprécié que la police transforme ainsi leur quartier en terrain de guérilla.

Correspondant LO

Salaires : toujours plus de paies au smic

Il a suffi de deux augmentations successives du smic en octobre 2021 et janvier 2022 pour que, dans une quarantaine de branches, les premiers échelons de la grille des salaires se retrouvent en dessous du smic.

Par exemple dans l'hôtellerie-restauration, les cinq premiers niveaux de la grille de rémunération lui sont inférieurs.

Sans les réajustements obligatoires et les quelques ridicules coups de pouce, en dix ans, le salaire minimum négocié dans ces branches serait encore inférieur à son niveau actuel. Mais, depuis les années 1990, pour permettre aux patrons de ne pas payer de leur poche les indispensables augmentations, les gouvernements ont réduit quasiment à zéro les cotisations patronales sur les plus bas salaires.

Lors de la création d'un salaire minimum en 1950, les patrons discutaient même âprement du nombre de calories nécessaires par jour et le syndicat des patrons de l'époque, le CNPF, expliquait qu'«il faut à tout



le moins que le minimum soit aussi bas que possible». Les crises successives depuis 1970 ont fourni aux patrons de l'occasion de peser de tout leur poids sur les salaires.

Aujourd'hui, le gouvernement fait pression sur les syndicats patronaux pour qu'ils corrigent les grilles de salaires, sans aller jusqu'à rendre obligatoire ces augmentations pour laisser place au prétendu «dialogue social». Dans les faits, si les salariés déclarés ne sont pas payés en dessous du smic, le nombre de ceux qui sont payés juste au smic est de plus en plus important. Si c'est principalement l'ancienneté qui permet d'ajuster la rémunération, elle s'applique essentiellement aux salariés en CDI. Or la

majorité des embauches se font aujourd'hui avec des contrats précaires.

Les heures de négociations entre patronat et syndicats sur ces grilles salariales n'aboutissent, vu le nombre plus réduit de grèves et de mobilisations des salariés, qu'à des augmentations dérisoires. Elles confortent aussi une division entre les travailleurs par le biais des niveaux, coefficients et autres inventions qui instaurent des différences dans les salaires et qui les maintiennent à un bas niveau.

Tout cela devra être remis en cause pour que les salariés puissent véritablement vivre de leur travail et non survivre.

Inès Rabah

Collège des Petits Ponts - Clamart : enseignants en colère

Comme dans une vingtaine de collèges des Hauts-de-Seine, les enseignants du collège des Petits-Ponts de Clamart sont en lutte. Ils dénoncent la dégradation des conditions d'enseignement.

Ils contestent la suppression de 56 heures de la dotation horaire globale (DHG), la suppression des demi-groupes, la fin de

l'apprentissage personnalisé, la suppression de postes d'enseignants, l'arrêt de l'accompagnement des élèves non francophones, et enfin

la diminution des heures de natation.

Bien des dirigeants politiques se plaignent que le niveau scolaire se dégrade. À chaque mort par noyade ils déplorent que beaucoup de jeunes ne savent pas nager. La faute en revient-elle aux enfants et aux profs ou bien à ceux qui rognent sur les crédits?

Allègre, ministre de l'Enseignement de Jospin, voulait «dégraisser le mammoth». Ceux qui sont passés depuis continuent, mais ils sont en train de ronger l'os ! S'ils trouvent que l'éducation coûte cher, qu'ils essaient l'ignorance. Ceux qui se battent pour leurs conditions de travail et pour leurs élèves ont mille fois raison !

Correspondant LO



RSA : les vrais assistés, ce sont les patrons

Un tiers des foyers qui pourraient toucher le RSA ne s'y inscrivent pas. L'État économise ainsi 750 millions d'euros tous les trimestres, trois milliards par an.

Cette proportion n'a pas bougé depuis 2011, rappelle dans son rapport de février le service du ministère des Solidarités et de la Santé, chargé des statistiques. Il cite, parmi les raisons qui poussent certains à renoncer à une ressource pourtant vitale, le manque d'information, mais aussi ce que vivent «des habitants des communes rurales, où les services publics sont plus distants et peuvent ne pas vouloir ou ne pas pouvoir faire la démarche», ainsi que la peur d'être dénoncés comme des assistés. Toute la

politique de l'État concourt ainsi à mettre encore un peu plus la tête sous l'eau aux plus pauvres, de l'abandon des services publics à la stigmatisation de ceux qui ne trouvent pas de travail.

Lors de sa campagne électorale en 2017, Macron avait promis le versement automatique des minima sociaux, mais depuis rien n'avance. Ça va plus vite lorsqu'il s'agit d'appliquer une réforme réduisant les droits des chômeurs ou visant à contrôler ceux soupçonnés de ne pas rechercher activement un emploi !

Les gros patrons, eux, sont bien informés des dizaines de dispositifs d'exonérations et de subventions auxquels ils ont droit, et ne sont pas près d'y renoncer.

D. M.

SNCF : passage sous le niveau

Sur la région Paris-Sud-Ouest, qui regroupe toutes les équipes des axes Montparnasse-Dreux-Rambouillet, la direction de la SNCF a annoncé la remise à plat des accords et usages concernant les primes.

Alors que les salaires n'ont pas augmenté depuis huit ans, la part variable des salaires liée à des primes ou gratifications est devenue importante sur la feuille de paie des cheminots. Les équipes de travaux ou d'entretien, qui se déplacent et effectuent la maintenance souvent de nuit ou les week-ends, peuvent doubler leurs salaires en primes diverses. Ce sont celles-ci que la direction voudrait remettre en cause dans de nombreux établissements. Comble du ridicule, le prétexte invoqué est que certaines d'entre elles seraient versées illégalement et que l'Urssaf

risquerait de les contrôler !

Dès l'annonce de la direction, des rassemblements ont eu lieu, mais surtout les discussions ont été animées dans les ateliers. Chacun faisait ses calculs : s'ils suppriment 500 euros de primes, comment va-t-on faire ? À quoi sert-il de s'échiner pour le salaire minimum ? Chacun savait que la paie de base ne serait pas élevée, mais qu'il y aurait des primes pour compenser. Mais sans prime, ce n'est plus possible !

Quand les chefs s'y mettent pour tenter de faire croire que la rémunération globale ne baissera pas, personne ne les croit. Les travailleurs ont pour l'instant en tête de demander des comptes, et en effet il n'y a aucune raison d'accepter la moindre baisse de salaire !

Correspondant LO

Pas de cadeau pour voyager

La SNCF annonce la mise en place d'un paiement en plusieurs fois pour, dit-elle, faciliter les voyages des familles populaires.

C'est que le transport ferroviaire sur de longues distances est devenu un luxe, avec des tarifs prohibitifs pour les salaires

trop bas des classes populaires. Cette formule de voyage à crédit ne fera ni baisser les coûts ni augmenter les moyens de se les payer.

Mais ce n'était pas le but de la SNCF, devenue machine à faire de l'argent sur le dos des usagers.

Safran – Île-de-France : les débrayages pour les salaires continuent

Les débrayages quotidiens pour les 200 euros d'augmentation pour tous continuent dans les usines du groupe Safran où l'on produit des moteurs d'avion.

En cinq ans, Safran a vu le cours de son action quasiment doubler et le groupe a annoncé pour 2020 près d'un demi-milliard de bénéfice. Alors lorsque la direction n'a annoncé pour 2022 que des augmentations dérisoires de 1,5 %, les travailleurs, en particulier les plus jeunes, ont réagi.

Démarrée depuis cinq semaines à Corbeil dans l'Essonne par 100 à 200 salariés, la contestation s'est étendue à Villaroche en Seine-et-Marne. Là, ce sont de 200 à 300 ouvriers qui débrayent chaque jour sur les deux équipes depuis plus d'une semaine. Ils se rassemblent quotidiennement, se montrant dans l'usine, interpellant la direction.

Mardi 15 février, une nouvelle fois, ils ont envahi un rond-point devant

l'usine, ralentissant l'entrée au travail et discutant avec les autres salariés. L'accueil est très bon car la majorité trouve entièrement juste d'exiger 200 euros d'augmentation de salaire net.

Si le mouvement est

porté par les ouvriers des ateliers, un objectif est d'entraîner davantage de salariés des bureaux, dont certains se joignent parfois aux débrayages.

Jeudi 17, ceux de Corbeil devaient se rendre à Villaroche : l'occasion de se retrouver tous ensemble et de se renforcer moralement pour continuer à exiger les 200 euros pour tous!

Correspondant LO



Tipiak – Saint-Aignan : 70 euros d'augmentation grâce à la grève

Après quinze jours d'une grève commencée le 26 janvier, les ouvriers de Tipiak Épicerie, à Saint-Aignan-Grand-Lieu, en Loire-Atlantique, ont obtenu 70 euros d'augmentation du salaire de base sur les 80 euros brut demandés. Cette augmentation se décompose en 55 euros au 1^{er} février et 15 euros au 1^{er} juillet.

Ils sont une cinquantaine à travailler à la fabrication de semoule de couscous et autres céréales. Lors des négociations annuelles obligatoires, la direction ne leur proposait que 50 euros d'augmentation alors que

les profits explosent depuis la pandémie. Cela a déclenché la grève, qui a été reconduite chaque jour.

Face à leur détermination, la direction, qui signifiait le 11 février qu'elle ne discutait pas avec la

«kermesse de la CGT», a dû remballer son mépris. Lundi 14, elle faisait encore du chantage pour que le syndicat s'engage à accepter une augmentation limitée à 1 % maximum l'an prochain, mais cela n'a pas ébranlé les grévistes, qui sont restés soudés sur le piquet et ont fait sauter cette clause.

La grève a permis aussi de renforcer les liens de solidarité entre générations et entre équipes et cela comptera pour l'avenir.

Correspondant LO



Inflation : chiffres officiels, chiffres réels

D'après l'Insee la hausse des prix annuelle serait de 2,9 %. C'est loin de ce que ressentent bon nombre de familles ouvrières qui n'arrivent plus à remplir le réfrigérateur, sans même parler de le remplacer.

Elles ne remplissent leur réservoir qu'à moitié tant le cours des carburants a explosé et qui ne chauffent plus leur logement à une température décente parce que les prix du gaz, du fioul et de l'électricité se sont envolés!

Ce décalage n'est pas surprenant car l'inflation calculée par l'Insee sert de référence depuis les années 1970 pour le montant du smic, des retraites et des différents minima sociaux. Alors les gouvernements ont tout intérêt à minorer l'importance de la hausse des prix.

Ainsi, dans le calcul de l'Insee, le logement est estimé à... 6 % au lieu des 30 à 50 % qu'il représente réellement dans le budget des classes populaires. Cela a pour conséquence de minimiser l'impact des hausses de loyers ou des augmentations du prix des logements.

L'indice de l'Insee est une moyenne évaluant les prix à la consommation à l'échelle de toute la population. Or,

les prix des marchandises consommées par les classes populaires augmentent souvent plus que celles achetées par les riches. Par exemple, en un an, le prix des pâtes les plus économiques a grimpé de 39 %!

Enfin, l'Insee ne tient pas compte de l'augmentation régulière des dépenses contraintes pour les travailleurs. Elles ont pourtant explosé entre 1960 et 2018, passant de 15 à 34 %. Pour trouver un travail aujourd'hui, il est en effet indispensable d'avoir un ordinateur, un téléphone portable, Internet, sans parler de la voiture et de toutes les dépenses qu'elle entraîne.

Pour calculer la vraie hausse de leurs dépenses et de combien leur salaire devrait augmenter, les travailleurs ne peuvent se fier aux chiffres de l'État. Comme pour le reste, ils sont les mieux placés pour le faire eux-mêmes.

Arnaud Louvet

Emploi : la légende des postes non pourvus

En janvier, le président du Medef Roux de Bézieux déclarait : « Je ne rencontre que des chefs d'entreprise qui ont des problèmes de recrutement ». Une étude récente de Pôle emploi prouve que les difficultés des patrons à embaucher sont imaginaires.

Pour relayer la campagne antichômeurs, le patronat peut bien sûr compter sur Macron qui déclarait : « Tous les entrepreneurs me disent peiner à recruter. Au moment où trois millions de nos compatriotes se trouvent encore au chômage, cette situation heurte le bon sens. » Or, d'après une étude de Pôle emploi, 86 % des offres d'emploi ont été pourvues entre juin et septembre 2021. 3 % n'ont pas été pourvues car l'entreprise a annulé elle-même

le recrutement n'ayant pas obtenu le marché espéré. Pour 5 %, le recrutement, est toujours en cours car les patrons ont rompu le contrat après la période d'essai.

Il ne reste donc sans réponses que 6 % des offres, ce qui représente moins de 300 000 annonces sur plus de neuf millions. Pour expliquer cela, les patrons prétextent n'avoir pas reçu assez de candidats, qui selon eux n'étaient pas assez formés et n'avaient pas assez d'expérience! En fait, il s'agit la plupart du temps de contrats précaires à temps partiel et mal payés.

Si des centaines de milliers d'offres d'emploi sont vraiment non pourvues c'est donc de la responsabilité des patrons.

A. L.

Hutchinson : les travailleurs veulent leur dû À Chalette-sur-Loing

Le 10 février, les travailleurs du groupe Hutchinson étaient appelés par les syndicats à faire grève. Dans toutes les usines ils ont été nombreux à répondre présent.

À l'usine de Chalette près de Montargis, ils ont été plus de 200 à débrayer pour exprimer leur mécontentement, au vu des miettes proposées par la direction: 2% pour les salaires en dessous de 2 500 euros et zéro pour les autres.

Cela faisait longtemps

qu'ils ne s'étaient pas retrouvés si nombreux, les plus jeunes n'avaient jamais vu cela. Les grévistes ont fait la tournée des ateliers, qui pour certains étaient beaucoup moins bruyants puisque les machines ne tournaient pas.

Les discussions allaient

bon train toute la journée: «Les salaires au smic pour les plus jeunes, à peine plus pour les plus anciens, le 10 c'est la fin du mois et impossible de payer toutes les factures et les crédits. On travaille durement et on n'y arrive plus.»

Les grévistes étaient d'autant plus remontés que Total venait d'annoncer ses 14 milliards d'euros de profits, et ils sont bien conscients que c'est

grâce à leur travail que ces requins s'enrichissent. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le refus d'Hutchinson de verser la prime de 550 euros que tous les autres salariés de Total ont eue.

En fin d'après-midi la direction annonçait un talon de 50 euros pour les salaires en dessous de 2 500 euros brut, et 2% pour les autres. «Mais 50 euros, c'est même pas un plein d'essence, ils se

fichent de nous.» Dans toutes les usines du groupe, des rendez-vous ont été pris la semaine suivante pour organiser la suite.

Mardi 15 février, 150 travailleurs étaient à nouveau en grève, et la grève était votée pour le lendemain. Pour beaucoup la coupe est pleine, et l'idée fait son chemin qu'il faudra une grève totale pour faire céder le patron.

Correspondant LO

À Joué-lès-Tours

À l'usine Hutchinson de Joué-lès-Tours, en Indre-et-Loire, près de 150 travailleurs se sont mobilisés, comme leurs collègues des autres usines du groupe et pour les mêmes raisons.

Beaucoup ont fait grève toute la journée et d'autres ont débrayé quelques heures pour rejoindre le rassemblement de leurs collègues et discuter avec eux. Dans certains secteurs comme à la Logistique, ils ont décidé de se mobiliser tous ensemble. Les camions sont repartis de l'usine trois fois moins chargés que d'habitude.

Dans les discussions entre grévistes, tout le monde faisait les mêmes comptes: les 2%

d'augmentation, c'est en dessous des chiffres officiels de la hausse des prix, déjà bien en dessous de la réalité. Chaque mois, chacun attend le moment où son compte arrive à découvert. Il vient de plus en plus tôt et cela signifie trouver toujours de nouvelles dépenses à sacrifier. Total n'oublie pas d'empocher chaque année pour ses actionnaires les dividendes produits par le travail des ouvriers d'Hutchinson (140 millions en 2021) mais quand il s'agit

de donner une simple prime de 550 euros, on leur sert le prétexte qu'ils n'appartiennent pas au secteur de l'énergie. Et là aussi les 14 milliards de profit record ont fait réagir: les actionnaires se gavent et auraient les moyens de payer, non seulement la prime, mais aussi des salaires permettant à tous de s'en sortir.

Lors de la réunion prévue ce jour-là, les patrons ont fixé l'augmentation générale à 2,5%. C'est encore très loin de ce qu'il faut. Mais il y a une chose dont les grévistes sont convaincus: ce n'est qu'en luttant qu'ils pourront obtenir plus.

Correspondant LO



À Chalette.

Restaurant Le Wepler: exploitateur mauvais payeur

Depuis le 3 février, les employés du restaurant le Wepler, situé place de Clichy à Paris, sont en grève, et se relaient chaque jour en se rassemblant devant, afin de dénoncer leurs conditions de travail et de salaires.

Le groupe Gérard Joulie possède quatorze restaurants prestigieux à Paris et ses propriétaires font partie des 500 plus grandes fortunes de France. Il a volé aux salariés environ 17,5% du salaire mensuel mentionné sur leur contrat de travail, soit environ 400 euros par mois, et ce, depuis des années. En effet, le 31 octobre 2021, la Cour de cassation avait confirmé le jugement la condamnant à rembourser à l'ensemble des salariés plus de 3,4 millions d'euros. Mais, non seulement

rien ne leur a été reversé, mais la direction du groupe menace de licenciement ceux d'entre eux qui sont actuellement en litige aux Prud'hommes contre elle. De plus, elle exerce des pressions pour forcer les salariés à signer des avenants à leurs contrats de travail entérinant cette baisse de salaire. Une des employées du Wepler est en procédure de licenciement.

À tout cela s'ajoutent les changements de planning sans respect du délai de prévenance, ou encore



les heures supplémentaires effectuées par le personnel de salle qui ne sont pas mentionnées sur les feuilles de présence journalière, et donc ne sont pas rémunérées.

Les employés, déterminés à obtenir gain de cause, continuent donc de se battre pour faire payer sa note au patron.

Correspondant LO

Territoriaux - Annonay: en grève pour les salaires

Les travailleurs de la ville d'Annonay et de l'agglomération, en Ardèche, s'occupant, entre autres, de la voirie, du nettoyage, des écoles, d'une crèche ou des espaces verts, se sont mis en grève mardi 8 février.

Dès 6 heures du matin, ils étaient 150 à occuper le bâtiment des services techniques.

Les responsables de l'agglomération, dirigée par le Parti socialiste, ont déclenché la colère en osant proposer 100 euros brut de plus sur le 13^e mois, et une augmentation de 40 euros brut par mois, que tous ne toucheront pas. Les grévistes revendiquent 100 euros pour les plus bas salaires. Ceux-ci ne manquent pas: une assistante maternelle peut se retrouver avec un salaire de 800 euros; après vingt ans de carrière, beaucoup n'atteignent pas 1 600 euros.

Le ressentiment contre les politiciens de la ville est

alimenté par le mépris que ceux-ci affichent envers les travailleurs. Mépris que le maire d'Annonay exprime en disant qu'il ne lâchera rien.

La colonne de fumée du piquet de grève est restée bien visible toute la semaine, avec plusieurs dizaines de grévistes présents chaque jour. S'ils n'ont pas obtenu satisfaction, leur grève a été remarquée et a sans doute donné des idées aux autres travailleurs de la ville. Ainsi, les travailleurs de l'usine toute proche d'Iveco, qui produisent des autobus, ont entamé un mouvement sur les salaires vendredi 11 février.

Correspondant LO

Dassault : il faut 200 euros net pour tous !



Dassault Aviation engrange les contrats Rafale, le dernier en date étant celui de 42 avions pour l'Indonésie. De leur côté, les travailleurs des principaux sites continuent les grèves partielles entamées depuis début décembre pour obtenir une augmentation des salaires de 200 euros.

Les actionnaires, principalement le clan Dassault, sont sans doute impatients de faire reprendre le travail, mais ceux qui produisent les avions sont beaucoup plus motivés pour leur imposer

ces 200 euros net de plus par mois. C'est effectivement le moment : jamais l'entreprise n'a eu de telles commandes. Une partie des travailleurs sont suffisamment déterminée pour maintenir le cap

PEI Renault – Cléon : non aux salaires amputés !

À l'usine de Cléon, la direction de Renault a fait le choix depuis des années d'externaliser le nettoyage des bureaux et ateliers.

À PEI, l'entreprise sous-traitante actuellement chargée du nettoyage, les salaires sont très faibles : moins de 1 300 euros pour un temps plein.

De plus, lors des jours de chômage partiel qui se multiplient ces derniers temps, les salariés ne touchent que 60% du salaire. Alors, quand le jeudi 3 février la direction de Renault a annoncé aux employés de PEI qu'ils allaient être au chômage dès le lendemain vendredi et le lundi suivant, ça n'est pas passé. Dans l'équipe du matin, tous ont

signé une lettre pour dire qu'ils n'accepteraient pas et qu'ils viendraient travailler quand même le vendredi. Dans l'équipe de l'après-midi, ils sont tous montés au bureau des services centraux de Renault pour dire que ça n'allait pas et que l'on ne pouvait pas les traiter comme cela.

La direction de Renault a expliqué que c'était un malentendu... et fait alors machine arrière en retirant les jours de chômage. Une bonne chose de faite!

Correspondant LO

de la grève et remettre la lutte sur le bon rail chaque fois que c'est nécessaire. Ainsi, ils ont dû rappeler à la CGT que leur revendication est bien 200 euros net et non pas brut, ce qui ferait 50 euros d'augmentation en moins, une concession que le syndicat tente de faire accepter aux travailleurs alors que la direction de Dassault ne veut rien lâcher.

La CGT est pressée de trouver une issue au conflit et ne s'en cache pas. Elle a déjà tenté de faire avaler la proposition de Dassault consistant à prendre sur la

participation pour pourvoir, augmenter les salaires de 200 euros, mais a dû y renoncer devant la fronde. À Argenteuil, lundi 14 février, elle a libéré un Rafale que les travailleurs entendaient bloquer, invoquant un vote dont chacun cherche encore les participants. Alors, l'idée que la grève doit être prise en charge par les grévistes eux-mêmes fait son chemin.

En effet, il n'y pas lieu de renoncer à quoi que ce soit concernant les 200 euros net d'augmentation mensuelle, d'autant que cette revendication est reprise

dans d'autres entreprises, par exemple chez Safran où des débrayages s'organisent à Villaroche, Corbeil et Gennevilliers sur la même revendication. Cerise sur le gâteau un débrayage a même eu lieu le même jour chez Dassault Systèmes à Vélizy, ce qui est inhabituel.

Il y a tout lieu d'amplifier le mouvement pour les 200 euros net d'augmentation mensuelle. Plus les travailleurs seront nombreux et déterminés, plus ils pourront faire aboutir cette revendication.

Correspondant LO

Satys – Cornebarrieu : une grève qui a marqué le coup

Le groupe Satys est leader mondial de la peinture pour avion et, au moment où se déroulait la grève, il achetait la Société de peinture industrielle. Le groupe s'agrandit et il n'y aurait pas d'argent pour ceux qui produisent ?

Spécialisée dans le traitement de surface des pièces aéronautiques, l'entreprise située à Cornebarrieu, dans la banlieue de Toulouse, compte un peu plus d'une centaine de travailleurs. Les conditions de travail y sont dures : en cas de panne du chauffage, il faut travailler à 10°C et l'été, sous la tôle, c'est du 38°C ; certaines machines sont vieilles comme l'usine, et ont plus

de 40 ans ! Les salaires sont très bas, comme le disait un sableur qui, après 25 ans d'ancienneté, ne touche que 10,54 euros brut de l'heure.

Le mécontentement couvait depuis un certain temps. Avec le Covid, il y a eu des suppressions d'emplois et les travailleurs restants ont perdu sur les salaires. Le travail reprend maintenant mais les embauches très peu et les salaires pas

du tout. Le patron proposant 2,5% d'augmentation, une bonne vingtaine de travailleurs se sont mis en grève lundi 7 février, à l'appel de la CGT, pour une augmentation de 3%, le paiement d'un 13^e mois et des trois jours de carence. La liste des revendications est longue, tellement ça ne va pas.

Les grévistes, pour qui c'était la première grève, ont appris à se connaître, à échanger, à réfléchir ensemble, et ils ont distribué des tracts aux nombreux automobilistes qui passaient devant l'entreprise. Beaucoup de femmes manifestaient leur solidarité et cela a été l'occasion de discuter de la situation des travailleuses.

Au bout d'une semaine, d'un commun accord, les grévistes ont repris le travail, la direction n'ayant pas reculé, mais comme certains le disaient, ils étaient fiers d'avoir marqué le coup.

Correspondant LO



Pompriers – Alès : cinquième semaine de grève

Depuis le mardi 18 janvier, la totalité des 80 pompiers professionnels du centre de secours principal d'Alès, dans le Gard, sont en grève.

Ils réclament des embauches leur permettant de mettre fin au sous-effectif qui les empêche d'assurer correctement leurs missions.

En 2005, ils devaient répondre à 6 000 interventions. Aujourd'hui, avec le même effectif, ils en sont à

près de 9 000. Avec la crise sanitaire, les absences se sont multipliées et ne sont pas remplacées, la situation s'est donc aggravée.

Ces travailleurs demandent la création de trente postes, car il manque au quotidien trois pompiers en plus des

dix-huit prévus à la garde.

Étant réquisitionnés pour assurer les secours, les pompiers ont déplacé la caserne en centre-ville d'Alès afin que leur mouvement et leur colère soient bien visibles. Ils s'installent tous les jours sur le parvis du théâtre avec les véhicules nécessaires aux interventions sur lesquels ils ont peint « en grève »,

discutent avec les passants, distribuent des tracts.

La mobilisation concernant l'ensemble des pompiers, ils se sont organisés largement pour que syndiqués et non-syndiqués puissent discuter. Des assemblées générales de tous les grévistes ont lieu régulièrement.

Mardi 8 février, les négociations avec le directeur

n'ont pas permis d'avancer. Décidés à obtenir de travailler dans des conditions décentes, ils manifestaient à cinquante, dès le lendemain, à Nîmes devant le lieu du conseil d'administration, auquel une délégation d'une quinzaine de grévistes s'est invitée. Dans le bras de fer, ils sont déterminés à ne pas lâcher.

Correspondant LO

Ehpad de Neuville-sur-Oise : une grève salutaire

Depuis le 3 janvier, des salariées de l'Ehpad privé du Château de Neuville-sur-Oise, dans l'agglomération de Cergy, sont en grève.

Cela fait des mois que ces infirmières et aides-soignantes dénoncent le manque de personnel, les emplois du temps démentiels, les congés qu'elles ne peuvent prendre, le manque de linge, de garnitures, de douches, et même de nourriture pour les résidents !

Certaines de ces travailleuses avaient déjà fait l'objet de plusieurs mesures d'intimidation, allant

jusqu'à des tentatives de licenciement. Fin décembre, c'est un changement arbitraire d'emploi du temps, envoyé par courrier recommandé de la direction, qui a fait déborder le vase et provoqué la grève d'une partie du personnel.

L'Ehpad de Neuville appartient à un groupe tenu par la famille Liogier, de Compiègne, qui possède quatre établissements de ce

type dans la région. Lors des séances de négociation avec les grévistes, sous l'égide de l'inspection du travail, la direction s'est montrée arrogante. Elle a même répondu aux grévistes: «*Vous êtes bien contentes d'avoir un salaire!*»

Il y a trois semaines, la sortie du livre *Les Fossoyeurs* et le scandale autour des pratiques des groupes Orpea et Korian ont conforté les grévistes, présentes tous les jours devant l'Ehpad et déterminées à dénoncer les mauvais coups



de leur patronne. Elles ont reçu le soutien de la CGT, des familles de résidents, des riverains et d'anciens collègues. Le 3 février, Nathalie Arthaud est venue apporter son soutien et ses encouragements.

Le profond mépris de la direction à l'égard du personnel et des résidents est de la maltraitance,

conséquence de la recherche du profit dans ce commerce sordide de l'«*orange*», arrosé abondamment par de l'argent public. Face à ces patrons cupides, les travailleuses et les travailleurs de l'Ehpad se battent pour faire valoir leurs intérêts comme ceux des personnes résidentes!

Correspondant LO

BioMérieux – Craponne: les bénéfiques augmentent, les salaires doivent suivre!

Depuis le 9 février, des travailleurs du site BioMérieux de Craponne, près de Lyon, sont en grève. Ils réclament 300 euros d'augmentation pour tous.

La direction de l'usine, qui fait partie d'un groupe multimilliardaire, leur avait annoncé une augmentation de 2,3 % seulement, assortie d'une prime comprise entre 200 et 500 euros. C'était la goutte d'eau de trop.

Dans cette entreprise, où la production se fait en équipes, les salaires sont

plus bas que dans les autres entreprises de l'industrie pharmaceutique des environs. À cela s'ajoutent des conditions de travail de plus en plus dures, notamment sur les lignes de production: les charges de travail augmentent et il manque du personnel. Dans un autre secteur, bientôt délocalisé, les salariés s'interrogent sur

leur avenir et doivent jouer les bouche-trous sous prétexte de polyvalence. Alors les grévistes ont le sentiment que les 300 euros pour tous sont un dû amplement justifié.

Tous les jours, les responsables des ressources humaines sont venus faire pression sur les grévistes, tentant de les intimider et de les diviser. L'un d'eux a même osé leur dire que, les bénéfiques n'étant jamais pérennes, la direction ne

pouvait pas faire plus pour les salaires! Loin de s'en laisser conter, les travailleurs n'ont pas mâché leurs mots à ces cadres suffisants. Ils leur ont dit vertement qu'ils en avaient assez de se serrer la ceinture et d'avoir du mal à finir les mois, martelant qu'ils veulent de vrais salaires et non pas des primes qui peuvent disparaître. Et ils ont rappelé les bénéfiques accumulés par BioMérieux et les dividendes versés aux actionnaires. Pour eux,

BioMérieux a de l'argent pour verser des salaires dignes et permettant de vivre.

Des travailleurs d'un autre gros site de production situé à quelques kilomètres sont venus rencontrer les grévistes, certains viennent tous les jours. En assemblée générale, il a été décidé d'aller s'adresser à eux, devant leur entreprise, pour renforcer et essayer d'étendre le mouvement.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Lutte ouvrière

Plus de 500 parrainages pour Nathalie Arthaud

Au 15 février, Nathalie Arthaud avait recueilli 509 parrainages de maires validés par le Conseil constitutionnel. Elle sera donc effectivement candidate à l'élection présidentielle, même si cela ne fait pas plaisir à tout le monde.

De nombreux maires, souvent dans les petites communes, sans partager forcément nos idées, sont attachés au pluralisme politique. Employés, ouvriers, techniciens, petits agriculteurs, enseignants ou retraités, ils appartiennent en général au monde du travail. Ils savent ce que sont les problèmes de salaire, de chômage et de précarité, et trouvent légitime que Nathalie Arthaud puisse en parler dans la campagne. Ils ne veulent pas que la parole politique soit monopolisée par des politiciens, choisis par les Bolloré ou les Bouygues, et qui n'ont que faire des intérêts et des sentiments des classes populaires.

D'autres n'ont pas ce sens du pluralisme et voudraient que seuls les candidats qu'ils considèrent comme légitimes puissent obtenir les parrainages. C'est le cas du macroniste Bayrou, qui

a proposé d'en faire parvenir à Mélenchon, Zemmour ou Le Pen. Quant au journaliste de LCI Jean-Michel Apathie, il a considéré que les maires qui parrainaient Nathalie Arthaud et Jean Lassalle étaient « irresponsables ». À ses yeux, ce serait sans doute à quelques éditorialistes choisis par les patrons des grands médias et à d'autres personnalités du sérail politico-médiatique, de choisir les candidats. Le journal *Marianne* a pour sa part expliqué que Lutte ouvrière, « où les femmes sont mises de côté » (!), obtient ses parrainages parce que c'est un parti « avec une hiérarchie et une discipline militaire » et « certainement » par le biais du Parti socialiste (!!).

Lutte ouvrière et Nathalie Arthaud n'ont pas fait la loi concernant les parrainages. La règle des 100 puis 500 parrainages nécessaires a été adoptée en principe



En campagne à Valenciennes.

pour filtrer les candidatures en empêchant celles qui seraient fantaisistes, en réalité pour tenter de verrouiller le système et d'empêcher les courants qui ne sont pas issus du sérail politique de s'exprimer.

À la différence des grands partis, Lutte ouvrière ne dispose d'aucun élu habilité à parrainer (députés, députés européens, conseillers régionaux, maires...). Si elle est parvenue à surmonter l'obstacle, c'est grâce à la détermination de ses militants allés à la rencontre de milliers de maires à travers tout le pays. Cela peut surprendre quelques journalistes qui ne voient le monde que depuis leur cocon, mais

pas le monde du travail au sein duquel beaucoup connaissent Lutte ouvrière comme une organisation opiniâtre et bien présente au quotidien. Dans la population travailleuse, on sait, pour le vivre tous les jours, que quand on veut défendre ses intérêts d'exploités, il n'y a rien à attendre des dirigeants de ce système, il faut se battre.

Grâce à cette énergie militante, grâce aussi au sens démocratique des maires des petites communes, Nathalie Arthaud sera bien présente dans la campagne présidentielle, pour faire entendre le camp des travailleurs.

Michel Bondelet

Le poison de la division entre travailleurs, de Marx à nos jours

Partagé sur Twitter, un extrait du meeting parisien de Nathalie le 12 février, sur les migrants et leur appartenance au camp des travailleurs, a suscité entre autres commentaires une réponse faisant le parallèle entre ce que Nathalie dit sur les migrants et ce que Marx écrivait en 1870 à propos des prolétaires irlandais et anglais.

À un siècle et demi de distance, les travailleurs sont en effet confrontés aux mêmes tentatives de division et de diversion. On trouve ce texte de Marx, *L'Internationale et un pays dépendant, l'Irlande*, sur le site Internet marxist.org.

« En raison de la concentration toujours plus grande des exploitations agricoles, l'Irlande fournit sans cesse un excédent de

main-d'œuvre au marché du travail anglais et exerce, de la sorte, une pression sur les salaires dans le sens d'une dégradation des conditions matérielles et intellectuelles de la classe ouvrière anglaise.

Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps

hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais, en qui il voit un concurrent qui dégrade son nouveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et les capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande. Ce faisant, il renforce leur domination sur lui-même. Il se berce de préjugés religieux, sociaux et nationaux, contre les travailleurs irlandais. Il se comporte à peu près comme les Blancs pauvres vis-à-vis des Noirs dans les anciens États esclavagistes

des États-Unis. L'Irlandais lui rend avec intérêt la monnaie de sa pièce. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois un complice et un instrument stupide de la domination anglaise en Irlande.

Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente. »

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud Montpellier

Jeudi 17 février à 19 heures
Salle Pelloutier, pavillon Junon
15, place Zeus

Le Havre

Samedi 19 février à 16 heures
Salle Franklin
117, cours de la République

Bourges

Mardi 22 février à 18 heures
Amphithéâtre du Muséum
Les Rives d'Auron

Le Mans

Mercredi 23 février à 18 heures
Salle Henri-Barbin,
31, bd Jean-Jacques-Rousseau

Nice

Vendredi 25 février à 19 heures
Hôtel Splendid
50, bd Victor-Hugo

Maisons-Alfort

Samedi 26 février à 18 heures
Au Moulin Brûlé
47, avenue Foch

avec Jean-Pierre Mercier

Fête de Saint-Denis

Samedi 19 février à 16 heures
Complexe Nelson-Mandela
6, rue Francis-de-Pressensé

Montluçon

Samedi 26 février à 16 heures
Maison des associations
Fontbouillant
4, rue Serge-Gras

Évreux

Mercredi 2 mars à 18 heures
Maison de quartier de la Madeleine
Place J.-F.-Kennedy

Fête de Lutte ouvrière

Beauvais

Dimanche 27 février à partir de 14h30
Espace Argentine
Rue du Morvan